



Expansion de l'OTAN, déploiements de missiles et nouvelle doctrine militaire de la Russie

Par [Rick Rozoff](#)

Mondialisation.ca, 15 février 2010

Stop NATO 15 février 2010

Région : [Russie et CEI](#)
Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Les événements liés aux questions militaires et de sécurité en Europe et en Asie ont été nombreux ce mois-ci et se sont condensés dans moins d'une semaine de réunions, de déclarations et d'initiatives sur des questions allant des déploiements du bouclier antimissile jusqu'à l'escalade sans comparaison possible de la plus grande guerre du monde et allant d'un nouveau système de sécurité pour l'Europe jusqu'à une nouvelle doctrine militaire russe.

Une génération complète après la fin de la Guerre Froide et presque autant depuis l'éclatement de l'URSS, les événements de la semaine passée sont évocateurs d'une autre décennie et d'un autre siècle. La guerre de vingt ans ou plus en Afghanistan et les installations controversées de missiles en Europe ont constitué l'actualité dans un monde bipolaire.

Vingt ans après, alors qu'il n'y a plus d'Union Soviétique, plus de pacte de Varsovie et une Russie considérablement diminuée et tronquée, les États-Unis et l'OTAN ont militarisé l'Europe à un niveau sans précédent - subordonnant en fait presque tout le continent sous un bloc militaire dominé par Washington - et ont lancé l'offensive de combat la plus vaste en Asie du Sud dans ce qui est déjà la plus longue guerre du monde.

Des 44 nations en Europe et dans le Caucase (à l'exclusion des micro-états et du pseudo-état otanien du Kosovo), seulement six - Belarus, Chypre, Malte, Moldavie, Russie et Serbie - ont échappé à la mobilisation de leurs citoyens par l'OTAN pour le déploiement sur le front de la guerre d'Afghanistan. Ce nombre sera bientôt réduit davantage encore.

De ces 44 pays, seulement deux - Chypre et Russie - ne sont pas membres de l'OTAN ou de son programme de transition de Partenariat pour la Paix, et Chypre est soumise à une pression intense pour se joindre à la seconde.

Les 4 et 5 février tous les 28 chefs de la défense de l'OTAN se sont réunis à Istanbul, en Turquie, pour deux jours de délibérations qui se sont concentrées sur la guerre en Afghanistan, le déploiement du bloc militaire au Kosovo et des plans accélérés pour l'expansion d'un système de missiles intercepteurs d'envergure mondiale vers l'Europe de l'est et le Moyen-Orient. Ce rassemblement suivait de huit jours une réunion de deux jours du Comité Militaire de l'OTAN à Bruxelles qui comprenait 63 chefs militaires des nations de l'OTAN et des 35 Nations Contribuant en Troupes, comme le bloc les désigne, y compris les hauts commandants militaires d'Israël et du Pakistan. Cette conférence était axée sur la guerre afghane et sur le nouveau Concept Stratégique de l'OTAN qui doit être formalisé

officiellement lors d'un sommet de l'Alliance plus tard cette année.

Le commandant de l'ensemble des 150 000 soldats des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan, le Général Stanley McChrystal, a assisté aux réunions des deux jours. Le chef du Pentagone Robert Gates a présidé la deuxième et «L'Afghanistan et la défense anti-missile sont les exemples des nouvelles priorités que sur lesquelles Gates veut que l'OTAN se concentre.» [1]

Comme l'indiquait le nombre de chefs d'état-major de la défense ayant participé aux réunions de Bruxelles - 63- la portée de l'OTAN a été étendue bien au-delà de l'Europe et de l'Amérique du Nord au cours des dix dernières années. Les troupes servant sous le commandement du bloc en Afghanistan proviennent de tout continent peuplé, du Moyen-Orient et d'Océanie : l'Australie a le plus gros contingent des non-membres avec plus de 1 500 soldats, et les autres nations non européennes comme l'Arménie, l'Azerbaïdjan, Bahreïn, la Colombie, l'Égypte, la Géorgie, la Nouvelle Zélande, Singapour, la Corée du Sud et les Émirats Arabes Unis ont des troupes en Afghanistan ou sont en train d'y en envoyer.

Le jour où a commencé la réunion des ministres de la défense de l'OTAN à Istanbul, le Président roumain Traian Basescu a annoncé qu'il avait satisfait à la demande de l'administration Obama de baser des missiles intercepteurs US dans sa nation, cinq semaines après la nouvelle que des missiles antibalistiques U.S. Patriot seraient stationnés dans une région de la Pologne à une demi heure de la frontière la plus occidentale de la Russie.

Le lendemain, le 5 février, c'est-à-dire deux mois après l'expiration du Strategic Arms Reduction Treaty (START) [[traité de réduction des armes stratégiques]] entre les États-Unis et la Russie réglementant la réduction des armes nucléaires et des systèmes de lancement, [2] l'agence de presse russe Interfax a annoncé que «le Président Dmitri Medvedev a approuvé la doctrine militaire de la Russie et les principes de base de sa politique de dissuasion nucléaire dans la période allant jusqu'en 2020.... » [3]

La même source a cité le Secrétaire adjoint du Conseil de Sécurité et ancien chef de l'état-major général des Forces Armées Iouri Baluyevsky qui commentait la nouvelle doctrine: « Il est prévu de développer les composants terrestres, maritimes et aériens de la triade nucléaire.... La Russie a besoin de garantir son développement démocratique cohérent en utilisant un garant de stabilité tel que les armes nucléaires, tel qu'une forme de dissuasion stratégique.... La Russie se réserve le droit d'utiliser des armes nucléaires uniquement si son existence en tant qu'état est mise en danger. » [4]

Le commentaire du quotidien indien The Hindu spécifiait que « La doctrine détaille 11 menaces militaires externes à la Russie, dont sept venant de l'Ouest. L'expansion vers l'est de l'OTAN et son insistance pour un rôle mondial sont identifiées comme la menace numéro un pour la Russie. »

L'article ajoutait: » Les U.S.A. sont la source d'autres menaces majeures répertoriées dans la doctrine, même si le pays n'est jamais mentionné dans le document. Celles-ci incluent les tentatives visant à déstabiliser les pays et régions et à saper la stabilité stratégique ; les accumulations militaires dans les états et les mers voisins; la création et déploiement de défense anti-missiles stratégiques, ainsi que la militarisation de l'espace extra-terrestre et le déploiement des systèmes stratégiques non nucléaires de haute précision. »

Pour ce qui est du calendrier de l'autorisation d'une nouvelle stratégie militaire de la Russie, le rapport l'a connecté avec les récentes décisions sur le bouclier antimissile U.S. et les pourparlers START entre Washington et Moscou qui traînent encore en longueur.

« La nouvelle doctrine de défense a fait l'objet d'une loi et publié un jour après que la Roumanie ait annoncé son intention de déployer des missiles intercepteurs US dans le cadre d'un bouclier de missiles global auquel la Russie s'oppose farouchement. Des rapports antérieurs ont dit que le Kremlin avait reporté la doctrine, préparée l'année dernière, parce qu'il ne voulait pas mettre en péril les négociations avec les États-Unis sur un nouveau pacte d'armes nucléaires qui sont toujours en cours.» [5]

Une remarque similaire a été formulée dans un rapport de l'Agence de presse chinoise Xinhua :

« Les analystes disent que la décision roumaine est venue à un moment crucial où Washington et Moscou sont sur le point de signer un document successeur du Traité de Réduction des Armes Stratégiques (START-1) arrivé à expiration. Par conséquent, la mesure peut bouleverser les relations Russie - États-Unis en train de se dégeler et mettre à l'épreuve leurs liens bilatéraux. »[6]

La nouvelle Doctrine Militaire Russe (en russe à http://News.Kremlin.RU/ref_notes/461) a répertorié sous le titre de «Principales menaces externes de guerre» les préoccupations suivantes, avec la plus urgente en premier :

-L'objectif qu'a l'OTAN de s'arroger l'exercice de fonctions mondiales en violation du droit international, et d'étendre l'infrastructure militaire de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie, y compris par le biais de l'élargissement du bloc

- vise à déstabiliser la situation dans les différents États et régions et à affaiblir la stabilité stratégique

-Le déploiement de contingents militaires d'états (et blocs) étrangers sur les territoires voisins de la Russie et de ses alliés, ainsi que dans des eaux adjacentes

-L'établissement et le déploiement de systèmes de défense anti-missiles stratégiques qui sapent la stabilité mondiale et violent l'équilibre des forces dans le domaine nucléaire, ainsi que la militarisation de l'espace extra-terrestre et le déploiement d'armes de précision des systèmes non nucléaires stratégiques

- Les revendications territoriales à l'encontre de la Russie et de ses alliés et l'ingérence dans leurs affaires intérieures

-La prolifération des armes de destruction massive , de missiles et de la technologie de missile, augmentant le nombre d'états possédant des armes nucléaires

-La violation par un état des accords internationaux, et l'échec à ratifier et à mettre en œuvre les traités internationaux précédemment signés sur la limitation et la réduction des armes

-Le recours à la force militaire dans les territoires des états riverains de la Russie en violation de la Charte des Nations Unies et aux autres normes du droit international

-L'escalade des conflits armés sur les territoires voisins de la Russie et des nations alliées

À la 46ème Conférence de Sécurité annuelle de Munich qui s'est tenue les 6 et 7 février, le secrétaire général Anders Fogh Rasmussen a dit « Je dois dire que cette nouvelle doctrine ne reflète pas le monde réel », bien que toute lecture impartiale des neuf points précédents qu'elle traite confirmerait qu'elle dépeint le monde exactement tel qu'il est. Malheureusement.

Par exemple, après que le Président de la Roumanie ait révélé que les missiles U.S. devraient être déployés dans le pays, une déclaration du ministère des affaires étrangères du pays a dit « La Roumanie a été et continue d'être un promoteur cohérent au sein de l'OTAN du projet concernant le développement progressif et adapté du système de défense antimissile en Europe... La décision de prendre part au système US est entièrement en accord avec ce qui a été décidé à cet égard aux sommets de l'OTAN de Bucarest en 2008 et de Strasbourg-Kehl en 2009. » [7]

Le premier jour de la Conférence de Sécurité de Munich, le ministre russe des affaires étrangères Sergei Lavrov a déclaré dans son discours que « Avec la désintégration de l'Union Soviétique et de l'Organisation du Traité de Varsovie une réelle opportunité a émergé pour faire de l'OSCE [Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe] une organisation à part entière offrant une sécurité égale à tous les états de la région euro-atlantique. Toutefois, cette occasion a été manquée, parce que le choix a été fait en faveur de la stratégie d'expansion de l'OTAN, qui signifie non seulement préserver les lignes séparant Europe au cours de la guerre froide en des zones ayant des niveaux de sécurité différents, mais également déplacer ces lignes vers l'est. Le rôle de l'OSCE était, en fait, réduit au service de cette politique par le biais de la supervision des questions humanitaires dans l'espace post-soviétique. »

Il a continué avec un examen de l'échec des mesures de sécurité post-Guerre Froide en Europe :

« Que le principe de l'indivisibilité de la sécurité au sein de l'OSCE ne fonctionne pas n'est pas long à prouver. Rappelons-nous le bombardement de la République fédérale de Yougoslavie en 1999, quand un groupe de pays de l'OSCE, lié par cette déclaration politique, a commis une agression contre un autre pays de l'OSCE, qui était également couvert par ce principe.

« Tout le monde souvient aussi de la tragédie d'août 2008 en Transcaucasie, où un pays membre de l'OSCE qui est lié par divers engagements dans le domaine du non-usage de la force, a utilisé cette force, y compris contre les soldats de la paix d'un autre pays membre de l'OSCE, en violation non seulement de l'acte final d'Helsinki, mais également de l'accord concret de maintien de la paix consacré au conflit Géorgie-Ossétie du Sud, qui exclut l'utilisation de la force. » [8]

Il était suivi le lendemain par le chef de l'OTAN, Rasmussen, qui non seulement n'a pas pu répondre à l'accusation que la paix et la sécurité en Europe ont été mises en danger par l'avancée implacable de son organisation militaire vers les frontières de la Russie, mais qui a préconisé l'implication de l'OTAN au-delà du continent pour englober le monde.

En proclamant que « à l'ère de l'insécurité mondialisée, notre défense territoriale doit

commencer au-delà de nos frontières », Rasmussen a pressé pour que « l'OTAN puisse devenir un forum de consultation sur les questions de sécurité dans le monde. »

Son discours incluait également la demande de « porter la transformation de l'OTAN à un nouveau niveau - en connectant l'Alliance avec le système international plus large dans des voies entièrement nouvelles. »

La Russie ne peut pas proposer un système de sécurité commune pour l'Europe, mais l'OTAN peut en ordonner un qui soit international.

Rasmussen s'est félicité que la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité de l'OTAN en Afghanistan « va encore grandir en force cette année, avec plus de 39 000 soldats supplémentaires, » dans le champ de tuerie sanguinaire que l'Occident a créé dans ce pays au long martyre.

Non seulement il n'a pas exprimé une seule réserve au sujet d'une guerre qui est maintenant dans sa dixième année et de la mortalité chaque jour grandissante, mais il l'a célébrée comme un modèle pour le monde: « notre expérience en Afghanistan... m'amène à une [autre] considération : la nécessité de transformer l'OTAN en un forum de consultation sur les questions de sécurité dans le monde.... l'OTAN est un cadre qui a déjà prouvé être capable de façon unique de combiner la consultation en matière de sécurité, la planification militaire et les opérations réelles plus que les seuls membres de l'OTAN eux-mêmes. Encore une fois, regardez l'Afghanistan. » [9]

Konstantin Kosachev, président de la Commission des Affaires Internationales de la Douma russe, a également parlé lors de la conférence de sécurité de Munich et il a dit « Je pense que le problème de l'OTAN aujourd'hui est que l'OTAN se développe en sens inverse - il essaie d'agir de plus en plus mondialement, mais il continue à penser localement.... Dès que l'OTAN commence à aller au-delà de ses frontières, ce n'est plus seulement une affaire interne pour l'OTAN. »

Il a également « accusé l'alliance de provoquer le conflit Géorgie-Russie en promettant une éventuelle adhésion à Tbilissi.... » [10]

L'actuel vice-premier ministre et ancien ministre de la Défense russe Sergei Ivanov a parlé également à Munich et en ce qui concerne les pourparlers START en panne il a dit « Il est impossible de parler sérieusement de la réduction des capacités nucléaires lorsqu'une puissance nucléaire travaille à déployer des systèmes de protection contre les véhicules devant lancer des têtes nucléaires possédées par d'autres pays, » rappelant aux participants à la conférence que « La Russie a réduit unilatéralement ses arsenaux nucléaires tactiques de 75 % de ce qu'ils étaient au début des années 1990, mais les États-Unis y ont répondu avec une mesure similaire et ont même refusé de retirer leurs armes d'Europe. » [11]

Deux jours après la conférence de sécurité de Munich le secrétaire du Conseil de Sécurité de la Russie, Nikolai Patrouchev, a réaffirmé les inquiétudes précédentes de Lavrov et de Kosachev, en déclarant indiquant « Nous doutons sérieusement [que la Russie sera plus sécurisée en raison de l'expansion de l'OTAN.] L'OTAN représente plutôt une grave menace pour nous. »

Une très importante agence de presse russe a écrit que « Patrouchev a critiqué l'OTAN pour

ses efforts continus d'élargissement, y compris ses encouragements aux offres à la Géorgie et à l'Ukraine de se joindre à l'alliance.

« Il a reproché également à l'OTAN d'armer et de préparer la Géorgie pour une attaque contre l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie et il a dit que les pays de l'OTAN continuaient de fournir de l'armement à Tbilissi malgré les protestations de la Russie. » [12]

Pour justifier ces préoccupations, la 10ème semaine annuelle de l'OTAN a commencé en Ukraine le 9 février et à la même date le gouvernement de la Géorgie « a approuvé le Programme National Annuel de coopération avec l'OTAN [PNA] pour 2010, » [13] une initiative lancée par l'OTAN, peu de temps après l'invasion par la Géorgie de l'Ossétie du Sud et de la guerre avec la Russie en août 2008.

Guerre dans les Balkans, guerre en Asie du Sud, guerre dans le Caucase. Voilà le modèle de que l'OTAN appelle à reproduire à l'échelle mondiale. Et comme le bloc se déplace encore vers l'est il apporte dans son sillage des troupes et des équipements militaires, des bases aériennes et navales et des installations de bouclier antimissile.

Le 9 février, le chef de l'état-major général des Forces Armées de Russie Nicolas Makarov a averti « Le développement et la mise en place du bouclier antimissile (des USA) est dirigé contre la Fédération de Russie. » [14]

Il a dit aussi « que les différences avec les États-Unis sur les plans d'un bouclier de défense antimissile étaient en train de bloquer un traité de réduction des armes nucléaires » entre Washington et Moscou, que « les différences avaient jusqu'à présent empêché la signature du traité sur les armes. » [15]

Se référant encore aux négociations START, il a déclaré « Les plans de défense antimissile U.S. constituent une menace pour la sécurité nationale russe et ont ralenti la progression d'un nouveau traité sur le contrôle des armes avec Washington »

Selon les propres termes de Makarov, « Le traité sur les armes stratégiques offensives sur lequel nous travaillons actuellement doit tenir compte du lien entre les armes stratégiques défensives et offensives. Ce lien est très étroit, elles sont absolument interdépendantes. Il serait faux ne pas prendre en compte la défense antimissile. » [16]

Au début de la semaine, le porte-parole du ministère russe des affaires étrangères Andrei Nesterenko a réitéré la demande de sa nation que les armes nucléaires tactiques U.S. soient retirées de l'Europe. Il a dit que le « retrait des armes tactiques américaines d'Europe vers les États-Unis serait le bienvenu. Il devrait être accompagné de la démolition complète et irréversible de l'ensemble des infrastructures prenant en charge le déploiement de telles armes en Europe, » et il a réaffirmé la position de sa nation selon laquelle « les armes nucléaires doivent être déployés uniquement sur le territoire des états possédant de telles armes. » [17]

Six jours après, pour ajouter au pressentiment de la Russie et pour démontrer la récalcitrante de l'Ouest sur la question, l'insupportable ex-secrétaire général de l'OTAN George Robertson a été cité dans la presse turque, reconnaissant que les États-Unis ont de 40 à 90 armes nucléaires sur la base aérienne d'Incirlik en Turquie. Lord Robertson a fait cette déclaration dans le contexte de la demande que les ogives U.S. restent en Allemagne. Il n'est bien entendu ni allemand, ni américain, mais c'est un ancien chef de l'OTAN et il se

considère lui-même en droit de décider des questions d'une nature aussi grave.

Le 10 février un haut conseiller de la présidence polonaise, Wladyslaw Stasiak, était à Washington pour discuter du déploiement imminent de missiles anti-balistiques Patriot Advanced Capability-3 (PAC-3). Il a rencontré les membres du Conseil National de Sécurité U.S et des « experts de l'Heritage Foundation [[Fondation du Patrimoine]] à tendance conservatrice et du Center for International and Strategic Studies. »

Par la suite, il a déclaré « Nous avons parlé de l'avenir de l'OTAN dans le contexte d'un nouveau concept stratégique, ainsi que de l'OTAN d'aujourd'hui, notamment en ce qui concerne l'article 5 et sa mise en œuvre pratique », en se référant à la disposition d'intervention militaire de l'Alliance. [18]

Le même jour, un porte-parole du ministère des affaires étrangères ukrainien a exprimé des préoccupations à propos des déploiements de missiles U.S. dans sa nation sœur de la Mer Noire, la Roumanie. » En tant que pays voisin de la Roumanie, nous ne pouvons accepter que les plans U.S. de déploiement de bouclier antimissile à proximité de notre frontière passent inaperçus, surtout dans la mesure où certains éléments sont censés être basés en Mer Noire. » [19]

Vladimir Voronin, Président jusqu'en septembre dernier de la Moldavie, limitrophe à la fois de la Roumanie et de l'Ukraine, a récemment averti que les déploiements de missiles US sur et au large de la côte de la Roumanie « peuvent transformer la Moldova voisine en une zone de front de première ligne » et que « la position de la Roumanie sur le bouclier antimissile U.S. et un soutien aussi ouvert de la part de la direction actuelle moldave pourraient avoir des conséquences désastreuses pour la sécurité dans la région. » [20]

En faisant cela, il faisait écho à l'ambassadeur russe à l'OTAN Dmitri Rogozine, qui disait deux jours avant « Les plans U.S. pour baser un système de défense antimissile en Europe sont un prétexte pour empiéter sur les frontières de la Russie » et « Les USA sont en train d'utiliser les actions de l'Iran pour mondialiser leur système de défense antimissile. » [21]

Quatre jours après ses précédents commentaires, Voronin pour la Moldavie déclarait que « le déploiement d' ABM US en Roumanie est de ramener l'Europe à la «Guerre Froide» » et qu'il « doute que les ABM US soient braqués contre les menaces de l'Iran. » [22]

Le Pentagone a ouvert une base radar de missiles dans le désert israélien du Néguev en 2008, dotée de plus de 100 personnels militaires, qui a une portée de 2 900 milles, presque trois fois la distance entre les capitales israélienne et iranienne. Le radar de bande X de la base avancée de Nevatim Air Base peut contrôler toute la partie orientale et une grande partie de la Russie du Sud.

Plus les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN tempêteront contre les présumées menaces iraniennes, plus le cordon de missiles intercepteurs occidentaux sera assuré autour de la Russie.

Le 10 février la presse locale a écrit que « la République Tchèque est en discussion avec l'administration Obama pour accueillir un centre de commandement pour le plan de défense antimissile modifié des États-Unis. » [23]

Le jour suivant l'ambassadeur de Chine en Russie, Li Hui, a parlé avec l'une des principales agences de presse de son pays hôte et « a réaffirmé que Pékin est préoccupé par les plans

[de bouclier antimissile U.S.] qui pourraient perturber l'équilibre stratégique et la stabilité actuels et intensifier les tensions » et, caractérisant correctement la véritable portée du projet missile intercepteur américain « il a dit que la création d'une défense antimissile mondiale minait les efforts internationaux pour arrêter la prolifération nucléaire. » [24]

Ses avertissements, comme ceux de la Russie, ont été entendus à Washington et parmi ses alliés de l'OTAN. Le 12 février la Pologne a approuvé un Accord sur l'Etat des Forces (ASOF) avec les États-Unis pour « 100 soldats US devant être stationnés en Pologne, dans le cadre du bouclier, qui comprendra de missiles Patriot et SM-3. » [25] C'est peut-être la première confirmation que les intercepteurs Standard Missile-3 0 plus longue portée basés sur des navires (et/ou sur des adaptations basées à terre) seront déployés avec missiles Patriot Advanced capacité-3 près la frontière occidentale de la Russie.

Egalement le 12 février le premier ministre bulgare Boiko Borisov a révélé que les États-Unis tiendront des pourparlers avec son gouvernement pour placer des composants potentiels de missiles intercepteurs liés potentiellement à la première frappe dans cette nation de la Mer Noire. L'Ambassadeur américain James Warlick a confirmé que les discussions préliminaires ont déjà eu lieu. Le chef de l'Etat bulgare a expliqué la raison de sa volonté de prendre cette mesure risquée: « mon opinion est que nous avons à faire preuve de solidarité. Lorsque l'on est membre de l'OTAN, il faut travailler pour la sécurité collective. » [26]

Considérant tout ce qui précède, que le gouvernement russe ait autorisé l'ancienne secrétaire d'état des USA Madeleine Albright et sa coterie « Groupe d'Experts » / « Hommes Sages » pour promouvoir le nouveau concept stratégique de l'OTAN à un exposé à l'Institut des Relations Extérieures de Moscou le 11 février est une parodie, une abomination. Le seul lieu de rendez-vous que les autorités de la nation auraient du lui avoir accordé est une cellule de prison.

L'OTAN n'est pas le fournisseur de sécurité internationale auquel il tente maintenant de prétendre. Il n'est pas un partenaire de l'organisation des Nations Unies, qu'il a éclipsé et rendu édenté et pathétique, ni d'aucune autre organisation internationale ou régionale. Il n'est pas le fondement d'une « alliance de démocraties » mondiale.

L'OTAN est un axe de combat meurtrier, sans loi, qui se réserve unilatéralement le droit de répéter son agression armée dans les Balkans et en Asie du Sud sur une échelle mondiale. C'est un affront et une menace pour l'humanité.

Article original en anglais : [NATO Expansion, Missile Deployments And Russia's New Military Doctrine](#), publié le 13 février 2010,

Traduction par André Comte

Notes

1) Bloomberg News, February 4, 2010

2) With Nuclear, Conventional Arms Pacts Stalled, U.S. Moves Missiles And Troops To Russian Border
Stop NATO, January 22, 2010

<http://rickrozoff.wordpress.com/2010/01/22/with-nuclear-conventional-arms-pacts-stalled-u-s-moves-missiles-and-troops-to-russian-border>

3) Interfax, February 5, 2010

- 4) Ibid
- 5) Vladimir Radyuhin, New Russian doctrine sees NATO, U.S. as main threat
The Hindu, February 7, 2010
- 6) Xinhua News Agency, February 8, 2010
- 7) Financiarul, February 6, 2010
- 8) Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, February 8, 2010
http://www.mid.ru/brp_4.nsf/0/49F4C4EB6473C1E5C32576C500311EB4
- 9) NATO in the 21st Century: Towards Global Connectivity
Speech by NATO Secretary General Anders Fogh Rasmussen at the Munich Security Conference
http://www.nato.int/cps/en/natolive/opinions_61395.htm?selectedLocale=en
- 10) Reuters, February 7, 2010
- 11) Russian Information Agency Novosti, February 6, 2010
- 12) Russian Information Agency Novosti, February 9, 2010
- 13) Georgia Times, February 10, 2010
- 14) Reuters, February 9, 2010
- 15) Reuters, February 9, 2010
- 16) Associated Press, February 9, 2010
- 17) Itar-Tass, February 4, 2010
- 18) Polish Radio, February 10, 2010
- 19) RosBusinessConsulting, February 10, 2010
- 20) Russian Information Agency Novosti, February 7, 2010
- 21) Bloomberg News, February 5, 2010
- 22) Voice of Russia, February 11, 2010
- 23) Prague Post, February 10, 2010
- 24) Voice of Russia, February 11, 2010
- 25) Deutsche Presse-Agentur, February 12, 2010
- 26) Reuters, February 12, 2010

La source originale de cet article est Stop NATO
Copyright © [Rick Rozoff](#), Stop NATO, 2010

Articles Par : [Rick Rozoff](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca